

Ne serait-il pas temps, aujourd'hui, de demander publiquement aux représentants de l'Ump ici présents (représentants de la majorité présidentielle qui nous engage dans ces avenants et autre Grand emprunt) ce que vaut la garantie de l'Etat et ce que valent les promesses qu'il a lancées ?

2°) Nous regrettons aussi que cet intermède ne vous ai pas incité à renégocier cet avenant avec plus de justice pour nos compatriotes.

Cela aura peut-être permis tout de même de rectifier quelques approximations, imprécisions, erreurs et à peu près relevés dans le dernier avenant où les additions n'étaient pas correctes, où les montants n'étaient pas justes, et autres fautes d'amateurisme et de légèreté... Ainsi, on ne parle plus de 1.309.626.951 euros, par exemple, mais de 14 (Au-delà d'un certain montant, on ne s'arrête plus aux centaines de milliers d'euros !)

On ne lit plus $5.500.000 + 2.200.000$ euros pour la pêche, mais $2,1 + 5,5 = 7,6$ soit 7.600.000 d'euros pour la pêche sur un budget de 1 milliard, soit dit en passant... (?). C'est dire l'attention et l'intérêt que vous portez à nos pêcheurs, sur lesquels vous vous lamentiez dans le cadre d'un vœu pieu noyé en fin de séance, ce 22 décembre dernier.

Mais surtout, il nous apparaît scandaleux que la Région verse deux fois plus que l'Etat dans le cadre de cet avenant, alors que nous sommes la région la plus pauvre de France(et que l'Ile de France, la région la plus riche, a réussi, elle, à négocier un contrat à 50/50 avec l'Etat...)

Nous sommes choqués par cette impudeur qui vous amène à vous féliciter de verser 2 euros au nom de la Région, pour 1 euro « promis » par l'Etat.

Car c'est de l'argent prélevé aux contribuables languedociens dont il s'agit.

Sachant que, grâce notamment à la TIPP, vous taxez jusqu'aux plus démunis et aux plus modestes de nos concitoyens : $2 \text{ €} + 1 \text{ €}$: ils payent trois fois, trois fois plus encore, et grâce à vous...

Deux fois avec les taxes prélevées par la Région, et une fois encore avec les taxes et impôts ponctionnés par l'Etat.

Tenant les mauvaises conditions que vous avez laissé l'Etat vous imposer et la situation économique et financière de nos concitoyens, nous nous abstiendrons.